

Unepref, Refondation et place des femmes au menu du Conseil du Défap

Le Conseil du Défap des 7 et 8 juin 2024 s'est penché sur les manières de faire avancer le processus de Refondation, en prenant en compte les situations respectives de ses diverses Églises membres. L'une d'elles, l'Unepref, a choisi de réduire ses relations internationales. Le Conseil a aussi passé en revue ses actions avec ses Églises partenaires, sous l'angle de la place reconnue aux femmes.



*Vue du Conseil du Défap réuni dans la chapelle du 102
boulevard Arago © Défap*

Au cours de son synode des 1er et 2 juin, l'Unepref (Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France) avait mis au vote la question de ses relations avec divers organismes et communautés d'Églises. Le dossier pré-synodal comportait ainsi une large part consacrée à un audit de ses relations à l'international, et de ses liens avec le

Défap, la Cevaa (Communauté d'Églises en mission), la CEPF (Communauté des Églises protestantes francophones, anciennement Ceeefe), la CMER (Communion mondiale d'Églises réformées) et la CEPPLÉ (Conférence des Églises protestantes des pays latins d'Europe). Les délégués, appelés à se prononcer par un vote sur chacune de ces institutions, ont choisi de réduire significativement les relations internationales entretenues par l'Unepref, qui restera membre seulement de la CEPF et de la Cevaa. Le synode s'est toutefois profondément divisé, notamment lors du vote sur les relations avec le Défap : la décision a été prise sans majorité absolue et à une voix près (24 pour la sortie du Défap, 23 pour la poursuite des relations, 7 abstentions).

Dans une lettre envoyée à l'issue de ce synode pour expliquer ces décisions, Clémence Bury, présidente de la Commission permanente de l'Unepref, a évoqué plusieurs motifs : « le positionnement confessant de l'union », « la volonté des Églises locales d'être responsables de leur vocation missionnaire », mais aussi « l'Union et ses ressources ». Et de souligner : « Conscients que nous ne pouvons être « partout » et portés par le désir d'un engagement vrai et assumé, nous devons humblement reconnaître nos limites ». Concrètement, cette décision se traduit, non par une sortie immédiate du Défap, mais par le début d'un processus de retrait progressif, comme l'a indiqué Clémence Bury dans sa lettre : « nous attendons vos recommandations en ce qui concerne les étapes de notre désengagement. En attendant, les engagements pris et en cours seront maintenus jusqu'à leur terme ». Par ailleurs, si l'Unepref veut se désengager en tant qu'union d'Églises, un certain nombre de ses Églises membres continueront à apporter leur contribution financière et à participer au Défap.



Vue du synode 2024 de l'Unepref © Unepref

Cette situation nouvelle a été évoquée lors du dernier Conseil du Défap, le 7 juin, qui a fait un retour sur les récents synodes de l'EPUDF et de l'Unepref. Avec bien sûr un questionnement sur les suites de cette décision de l'Unepref, en particulier dans l'optique du processus de Refondation dans lequel est engagé le Service protestant de mission. Le Défap avait déjà pris acte des difficultés de ses trois Églises membres, l'EPUDF (Église protestante unie de France), l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine) et l'Unepref à produire ensemble un document sur leurs attentes communes. Au cours de la séance du 7 juin, le Conseil a donc décidé d'élargir son équipe chargée de faire avancer les réflexions sur la Refondation, en y intégrant les représentants de l'EPUDF et de l'UEPAL siégeant au Bureau, à savoir : Ulrich Rüsen-Weinhold pour l'EPUDF, et Enno Strobel pour l'UEPAL, qui étaient déjà au cœur des travaux engagés sur le Défap au sein de leurs Églises respectives.

Ce Conseil des 7 et 8 juin s'est également penché sur ses actions avec ses Églises partenaires, sous l'angle de la place

des femmes. Comme le souligne son programme de travail « Convictions et actions », le Défap entend travailler à une égale dignité des hommes et des femmes dans l'Église et la société. Il soutient la formation théologique des femmes, encourage des projets d'éducation à l'égalité femme-homme dans l'Église, et travaille avec ses partenaires pour favoriser les candidatures féminines et encourager leur leadership dans l'Église. Cette égale dignité est un objectif plus ou moins éloigné selon les partenaires. En France même, c'est toujours un chantier en cours. Si 40% des pasteurs y sont aujourd'hui des femmes, pendant longtemps, elles ont été tenues éloignées du ministère pastoral : ce n'est qu'au tout début des années 30 qu'une femme y a été reconnue pasteur de plein droit. Hors de France, certaines Églises partenaires du Défap reconnaissent le ministère pastoral féminin, d'autres doivent être accompagnées sur ce chemin, en soutenant les voix qui plaident de l'intérieur pour une égale prise en compte des hommes et des femmes.

Cette réunion du Conseil a enfin permis d'évoquer les récentes visites aux Églises et institutions partenaires au Cameroun, l'accompagnement de l'Église de Guadeloupe, ou encore la prochaine session de formation des envoyés du Défap, qui aura lieu sur les dix premiers jours de juillet. De telles sessions sont, à chaque fois, l'aboutissement de toute une année : à la fois pour les futurs envoyés, dont la procédure de recrutement s'étale sur plusieurs mois, et pour le personnel du Défap, largement mobilisé en amont et pendant cette période de préparation au départ.

Mission de l'Église et ministères: les décisions du synode national de l'EPUdF

Le Synode national de l'Église protestante unie de France, réuni à Toulon du 8 au 11 mai 2024, a décidé de renforcer son témoignage et sa mission en affirmant trois convictions majeures.



Culte final du synode national 2024 © EPUdF

Après trois ans de réflexions partagées et de débats dans l'Église protestante unie de France, le Synode national a manifesté sa volonté de renforcer son témoignage et sa mission avec l'ensemble des Églises locales/paroisses et permettre à chaque acteur de la vie de l'Église de bénéficier de

formations adaptées.

Le Synode national de l'Église protestante unie de France, réuni à Toulon du 8 au 11 mai 2024, a réaffirmé trois convictions majeures pour définir la mission de l'Église et de ses ministères :

- ***Vivre toute notre vie d'Église dans une perspective missionnaire***

En prenant soin des lieux de vie d'Église en accompagnant de manière adaptée leur vie et leur témoignage, en allégeant et assouplissant la gouvernance de l'Église.

- ***Favoriser notre témoignage par des ministères adaptés***

Le Synode a décidé le principe d'un nouveau ministère personnel de l'Union, différent du ministère pastoral, adapté à la dynamique d'une Église de témoins.

- ***Renouveler la formation dans la perspective du témoignage***

Le synode demande de :

- Renforcer la formation au service de tous les lieux de vie d'Église par la création d'un poste de permanent dédié à la formation.
- Renouveler la formation initiale et continue des pasteurs

Dès 2025, le Synode national sera appelé à définir les modalités pratiques. Ces décisions ouvriront alors une période d'expérimentations.

Réformer l'Église en vue de sa mission

Le Synode national de l'Église protestante unie de France accueillera du 8 au 11 mai 2024 à Toulon, 200 délégués et invités.



© EPUdF

Outre l'examen des différents rapports annuels, le Synode poursuivra son travail sur le thème « Mission de l'Église et ministères » avec l'équipe des rapporteurs nationaux.

Depuis 2021, le Conseil national a initié ce processus synodal courant sur plusieurs années :

- Dans un premier temps, allant jusqu'au Synode national 2022, il s'est agi de discerner une vision globale et de grandes orientations associées.

- Dans un second temps, il s'agit maintenant de réformer l'Église en vue de sa mission. À cette fin, toutes les paroisses ont participé à la réflexion et transmis leurs avis. Les retours de leurs travaux ont fourni un point de départ aux échanges des neuf synodes régionaux qui se sont tenus à l'automne 2023. Chacun de ces synodes a alors élaboré et voté un document exprimant son avis sur le sujet. Ces avis rassemblés sont à la base du texte proposé aux débats du synode national.

Cette session sera donc particulièrement importante, car elle décidera des grandes orientations de la vie de l'Église pour les prochaines années, des ministères et de la formation. La pasteure Sibylle Klumpp, présidente du Conseil régional PACCA, sera la modératrice de cette session et conduira les travaux de cette assemblée composée de deux cents délégués et invités réunie au Palais du commerce et de la mer à Toulon.

La pasteure Marie Odile Wilson assurera l'aumônerie avec une équipe de musicien et le culte final qui aura lieu le samedi 11 mai 2024 à 10 h 30 au temple protestant, 22 rue Picot à Toulon où seront accueillis neufs nouveaux pasteurs reconnus au service de l'Église protestante unie de France.

Décryptage des temps forts de ce synode, lors de l'émission « Escale protestante » proposée sur RCF par les Églises protestantes du Var : présentation par la pasteure Silvia Ill et par Corinne Bianquis, membre du conseil presbytéral de l'Église unie de France à Toulon.

Les protestants dénoncent l'antisémitisme

Selon le ministre de l'Intérieur, qui s'exprimait le 14 novembre sur Europe 1, 1518 actes et propos antisémites ont été signalés en France depuis le 7 octobre, donnant lieu à près de 600 interpellations – des chiffres trois fois supérieurs à ceux constatés sur toute l'année 2022. Face à cette recrudescence, de nombreuses marches civiques ont été organisées dimanche 12 novembre à travers toute la France et ont réuni quelque 182 000 participants. Les protestants y étaient représentés, comme à Paris où Christian Krieger, président de la Fédération protestante de France, a défilé en tête du cortège. Le lendemain, les représentants des principaux cultes ont été reçus par le président de la République, qui leur a demandé de participer à « un effort pédagogique », en particulier auprès des jeunes. Les Églises membres du Défap ont diffusé des communiqués dénonçant fermement la multiplication des actes antisémites. Les responsables religieux du CECEF (Conseil d'Églises chrétiennes en France), réunis lundi 13 novembre, ont tenu pour leur part à exprimer leur soutien aux communautés juives et musulmanes de France.



Le président de la Fédération protestante de France, Christian Krieger, participant à la marche contre l'antisémitisme avec de nombreux responsables politiques, le dimanche 12 novembre à Paris © FPF

Déclaration de l'UEPAL contre l'antisémitisme en France

10 novembre 2023



**Union des Églises protestantes
d'Alsace et de Lorraine**

Si les mots manquent pour dire ce que nous ressentons sur les événements en Israël, Gaza et Palestine, il serait pour autant une erreur de se taire sur ce qui se passe en France : la

montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie.

Rappelons la déclaration fraternelle du protestantisme au Judaïsme dans le document intitulé « Cette mémoire qui engage » de décembre 2017 :

La Fédération Protestante de France condamne l'antisémitisme sous toutes ses formes... « comme une attitude absolument inconciliable avec.[...] la foi chrétienne »... Cette déclaration affirmait également la coresponsabilité des chrétiens, par omission ou par silence, dans la tragédie de la Shoah.

[Retrouvez la déclaration de la FPF en ligne](#)

De son côté, l'UEPAL a adopté, en juin 2017 à l'occasion des 500 ans de la Réforme, une déclaration intitulée « Luther, les Juifs et nous aujourd'hui » dont voici la conclusion :

« Au-delà de l'antijudaïsme religieux, l'antisémitisme gangrène jusqu'à nos jours nos sociétés et nos mentalités. Nous voulons en prendre davantage conscience et le combattre plus fortement que par le passé dans nos communautés et dans l'espace public. »

[Retrouvez la déclaration de l'UEPAL en ligne](#)

Ces textes rejoignent hélas notre actualité, alors que les actes antisémites en France augmentent de façon inquiétante.

Notre responsabilité consiste à permettre aux Juifs de vivre libres et en sécurité dans notre pays. Ils ne devraient pas craindre de vivre publiquement leur religion et leur culture. Or cette peur est de retour. Les événements en Israël-Palestine ne peuvent en aucun cas constituer un prétexte pour relativiser les attaques dont juifs ou musulmans pourraient faire l'objet dans notre pays.

La République protège tous les citoyens et reconnaît à chacune et chacun de vivre librement et en sécurité sa religion et sa culture.

La Conférence des responsables de culte en France regroupe des représentants des Églises chrétiennes (catholique, orthodoxe

et protestante), du judaïsme, de l'islam, du bouddhisme. Elle appelle : « nos concitoyens, croyants ou non, à préserver et cultiver les relations fraternelles qui lient les uns aux autres dans le respect et l'attention mutuelle ; à rejeter fermement tout antisémitisme, tout racisme, tout mépris ou discours de haine et de mort ; à rechercher inlassablement la vérité et la justice en vue de la paix. »

Nous invitons toutes nos communautés à prier et agir sans relâche pour qu'adviennent justice et paix.

Le Conseil de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine

**Déclaration de l'Église protestante unie de France
:
L'antisémitisme, c'est « non » !**



**EGLISE PROTESTANTE
UNIE DE FRANCE**
communioⁿ luthérienne et réformée

Un « non » qui engage

Dans d'autres langues, il existe des formules courtes et chocs pour dire que des idées, des actes, des positionnements sont inadmissibles. « No way », « no pasaran »...

Quelle formule inventer en français pour dire avec autant de force que certaines choses ne sont pas et ne seront jamais acceptables ? Peut-être tout simplement exprimer fermement un « non » !

L'antisémitisme, c'est non ! Le rejet, l'exclusion, l'agression, le meurtre au motif du judaïsme, c'est « non » !

La recrudescence actuelle des actes antisémites est insupportable. C'est « non » !

Et ce « non » est dans le tout du « non » au racisme, au rejet de celles et ceux qui sont différents.

Ce « non » est un « non » positif, un « non » qui protège la vie, un « non » qui tient debout. Il est soutenu et précédé par le « oui » de Dieu sur toute vie !

Ce « non » engage et appelle à la défense des personnes victimes. Il nomme l'insoutenable, il le rend visible, il donne corps à une résistance.

Collectivement, au-delà des convictions partisans, ce « non » se dit et se vit. Ce week-end particulièrement, ce « non » pourra se dire dans une marche citoyenne à Paris ou ailleurs. À chacune et chacun d'inventer ensemble comment dire ce « non » et accueillir le « oui » de Dieu.



Prière

*Quand le monde s'embrase et nous échappe,
Quand sa complexité nous laisse dans l'incompréhension,
Quand toute parole semble vaine ou malvenue,
Apprends-nous Seigneur à faire silence.*

*Quand des êtres humains sont exclus ou agressés, menacés ou assassinés,
Quand nos frères et sœurs sont victimes d'actes de haine*

*parce qu'ils sont juifs,
Quand des populations entières sont stigmatisées et vivent
dans la peur à cause de leur religion ou de leur origine,
Apprends-nous Seigneur à dire fermement « non ».*

*Quand les cris de celles et ceux qui souffrent se heurtent
à notre impuissance,
Quand nous ne savons plus discerner où se trouve la
justice,
Quand nous nous réfugions dans l'indifférence,
Apprends-nous Seigneur à nous mettre à ton écoute, à
entendre le « oui » que tu poses sur toute vie, à veiller
sur les étincelles d'espérance qui germent dans la nuit du
monde.*

Amen

*En Ile-de-France, l'organisation de la marche civique
coïncidant avec celle du synode régional de l'EPUdF, les
participants de ce dernier ont voté un vœu soulignant que « le
synode, retenu par ses travaux et n'ayant pu se joindre à la
marche contre l'antisémitisme, assure toutes les communautés
juives de région parisienne de son amitié et de son soutien. »*

**Déclaration du CECEF (Conseil d'Églises
chrétiennes en France)**



***Les responsables religieux unis pour la fraternité :
Rencontres interconfessionnelles en France
Paris, le 14 novembre 2023***

Lundi 13 novembre, les représentants religieux chrétiens de France se sont unis pour exprimer leur soutien aux communautés juives et musulmanes de France.

Ensemble, le pasteur Christian Krieger, président de la Fédération protestante de France, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims, président de la Conférence des évêques de France et du Métropolitite Dimitrios Ploumis, président de l'Assemblée des Évêques orthodoxes de France, ont rencontré le Grand Rabbin Haïm Korsia pour lui réaffirmer leur soutien sans faille face à la situation préoccupante que connaît aujourd'hui notre pays, en particulier la très forte augmentation des actes antisémites en France depuis un mois, tout en mettant l'accent sur l'avenir.

Dans le même esprit, ils ont rendu visite et échangé avec Me Chems-Eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris, afin de lui manifester leur solidarité envers les musulmans de France, alors que les discours antimusulmans réducteurs et les

amalgames se multiplient dans notre pays.

L'objectif principal de ces rencontres était de comprendre les réalités vécues par ces communautés, mais surtout, de réfléchir ensemble à la mise en place d'initiatives concrètes destinées à renforcer l'harmonie interreligieuse parmi les jeunes générations.

Ces initiatives ont pour ambition de maintenir élevé le niveau du dialogue interreligieux en ces temps troubles, de favoriser la compréhension interculturelle et de soutenir des actions concrètes pour une société plus fraternelle. Ces cinq représentants de cultes se sont engagés à orienter leurs actions de sorte que la diversité culturelle et religieuse devienne une réelle source de fraternité, de solidarité et de paix sociale pour tous, notamment pour les générations à venir.

Pasteur Christian Krieger
Président de la Fédération protestante de France

Mgr Éric de Moulins-Beaufort
Président de la Conférence des évêques de France

Mgr Dimitrios Ploumis
Président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France

Tour des Synodes régionaux de l'EPUdF

Cet automne, chaque région de l'Église Protestante Unie

de France, l'une des trois unions d'Églises constitutives du Défap, organise son synode, et poursuit sa réflexion sur le thème : « La mission de l'Église et les ministères ». Un thème qui est au cœur même des activités du Défap, dont les représentants sont, comme chaque année, présents pour participer à chacun de ces synodes.



© EPUdF

En cette année 2023, les synodes régionaux de l'EPUdF, à partir des rapports régionaux, vont débattre autour de quatre grandes thématiques sur le thème lancé depuis 2021 : « La mission de l'Église et les ministères » :

- Témoigner par des paroles et des actes
- Témoigner en intégrant la diversité de l'Église universelle
- Témoigner en s'appuyant sur une variété de ministères
- Témoigner grâce à la formation continue de tous (spirituelle, théologique, humaine)

Les questions sur la mission, [tous les organismes missionnaires comme le Défap y sont aujourd'hui confrontés,](#)

dans un temps qui connaît [des évolutions de plus en plus rapides et de grande ampleur](#). Et ce qui est vrai des organismes missionnaires [l'est tout autant des Églises elles-mêmes](#).

Comme chaque année, le Défap est présent à ces divers synodes régionaux, dont voici le calendrier :

Région	Date et lieu du synode
Centre-Alpes-Rhône	10-12 novembre à Vogue
Cévennes-Languedoc-Roussillon	17-20 novembre à Sète
Est-Montbéliard	18-20 novembre à Besançon
Nord-Normandie	17-20 novembre à Criel - sur-Mer
Ouest	17-19 novembre à Angers
Provence-Alpes-Corse- Côte d'Azur	17-20 novembre à Sainte Tulle
Région parisienne et l'Inspection luthérienne de Paris	10-12 novembre chez les diaconesses à Paris
Sud-Ouest	17-20 novembre à Bordeaux

Une réflexion au long cours

Au Défap, la réflexion est engagée depuis mars 2018, lorsque son président, Joël Dautheville, avait lancé un appel en faveur d'une dynamique refondatrice dans son message à l'ouverture de l'Assemblée générale. Une réflexion qui ne peut bien sûr être indépendante de celle des Églises constituant le Service Protestant de Mission. Mais en la matière, chacune avance en fonction de son propre contexte, de sa propre histoire et au rythme de ses propres instances. En octobre 2019, [le colloque organisé au 102 boulevard Arago](#) «Vers une

nouvelle économie de la mission : parole aux Églises» avait permis de réunir les présidents des trois Églises constitutives du Défap : l'EPUdF, l'UEPAL et l'Unepref. Il s'était traduit par des échanges très riches au cours desquels s'étaient exprimées les diverses conceptions de la mission, et une diversité d'attentes vis-à-vis du Défap.

Actuellement, le processus de réflexion de l'EPUdF (Église Protestante Unie de France), de l'UEPAL (Union des Église protestantes d'Alsace et de Lorraine) et de l'Unepref (Union des Église protestantes réformées évangéliques de France) sur leurs attentes communes vis-à-vis du Défap est toujours en cours. Un premier texte issu des travaux au sein de l'EPUdF a été soumis au dernier Conseil du Défap et a fait l'objet de discussions lors de travaux de groupes.

La Communauté des Églises protestantes francophones accueillie au Défap

Du jeudi 24 au samedi 26 août 2023, l'Assemblée générale de la Communauté des Églises protestantes francophones s'est tenue dans les locaux du Défap, au 102 boulevard Arago, à Paris.



Les participants à l'AG 2023 de la Ceeefe © DR

C'est la première et la plus ancienne association protestante d'expression francophone : la création de la Ceeefe remonte au 4 juillet 1903. Elle a été constituée sous la IIIe République, au temps des colonies. Elle avait alors pour titre : « Association pour le Maintien et le Développement du Culte Protestant dans les Colonies Françaises et Pays de Protectorat Français ». Puis, au fil du XXe siècle, cette association loi 1901 a changé de titre à quatre reprises, au gré des mutations progressives de l'empire colonial français, pour en arriver à prendre le nom de Commission des Églises Évangéliques d'Expression Française à l'Extérieur (d'où l'acronyme de Ceeefe encore en vigueur aujourd'hui), avant qu'une réforme de ses statuts en août 2009 ne change son nom en « Communauté d'Églises Protestantes Francophones », membre associé de la Fédération Protestante de France. Elle est constituée d'Églises qui revendiquent l'identité protestante et qui utilisent la langue française hors du territoire métropolitain.



Vue de l'AG 2023 de la Ceeefe dans la chapelle du Défap © DR
Mais si la Ceeefe, sous sa forme institutionnelle, existe depuis le tout début du XXème siècle, son origine remonte en

fait à des racines bien plus anciennes : en 1685, à la révocation de l'Edit de Nantes, de nombreux huguenots vont chercher refuge à l'étranger. Expatriés, ils rejoignent alors les églises nationales pour y vivre leur foi. Mais certains créent sur place des Églises d'expression française, dont certaines existent encore aujourd'hui. Elles constituent le noyau de ce réseau d'Églises francophones, auxquelles sont venues s'ajouter par la suite des Églises du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), du Liban, de Djibouti ; des Églises des départements d'outre-mer (DOM), Antilles, Guyane, Réunion ; des Églises protestantes nées de l'immigration ancienne ou plus récente composées de protestants de langue française vivant à l'étranger, comme aux États-Unis, dans les pays arabes (Égypte) et en Israël.

Des liens étroits avec le Défap

Aujourd'hui, la Ceeefe regroupe plus de 40 Églises protestantes dans le monde et se veut, selon le mot de son président, le pasteur Christian Seytre, « un kaléidoscope de l'Église universelle. Dans ses paroisses on trouve des membres de plusieurs nationalités différentes, venant d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe, qui ont des origines ecclésiales variées : réformées, luthériennes, méthodistes, baptistes, évangéliques, pentecôtistes ou charismatiques. La liturgie et la vie de ces paroisses s'inscrivent dans une optique luthéro-réformée, ouverte à différentes expressions de la foi. » Elle favorise les contacts avec des Églises locales sur divers continents, lors de voyages professionnels ou touristiques. Elle aide aussi, dans la mesure de ses moyens, à la formation des pasteurs et des responsables, et participe à la réalisation concrète de projets locaux à dimension diaconale.



Vue de l'AG 2023 de la Ceeefe © DR

Pour en savoir plus sur la Ceeefe, réécoutez ci-dessous cette interview de son président Christian Seytre sur Fréquence

protestante :

Les Églises protestantes francophones dans le monde : une communauté très diverse

Animateur : Anne-Marie Delaugère

*Émission : Ciel mon temple, du 10 juin 2022 sur Fréquence
Protestante*

Entre la Ceeefe et le Défap, il existe des liens réguliers : une partie significative des Églises membres de cette communauté francophone sont des partenaires du Service protestant de mission, qui peut leur assurer un appui administratif notamment au niveau des postes pastoraux. Certains projets d'Églises, comme la rénovation du temple de Djibouti (un chantier au long cours, qui a pris près d'une dizaine d'années), ont été rendus possibles par une collaboration étroite Défap/Ceeefe. Depuis l'année 2018, cette proximité a trouvé une nouvelle traduction visible, puisque c'est désormais le Défap qui accueille l'Assemblée Générale annuelle de la Ceeefe.

En cette année 2023, les délégués de la quarantaine de paroisses francophones représentées au sein de la Ceeefe, qui vont de Los Angeles à Beyrouth et de Stockholm à l'île de la Réunion, se sont ainsi retrouvés pour trois jours au siège du Défap, du jeudi 24 au samedi 26 août. Outre l'aspect institutionnel et les nouvelles de la communauté, une Assemblée générale de la Ceeefe est aussi un temps de partage spirituel, et d'échanges sur des problématiques communes. Cette AG 2023 a ainsi été l'occasion de travaux de groupes et de réflexions sur la parole des Églises dans l'espace public, un sujet abordé très différemment selon les pays et les contextes culturels, mais qui n'en reste pas moins un thème sensible dans de nombreuses sociétés.

Synode national de l'Unepref : «Habitions l'Alliance, en Christ»

Le synode national de l'Union des Églises protestantes réformées évangéliques de France (Unepref), l'une des trois Églises constitutives du Défap, se tient les 13 et 14 mai à Rodez, dans l'Aveyron.



Photo de groupe du synode de l'Unepref 2019 © Unepref

Le Synode de l'Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France (Unepref) va se dérouler les 13 et 14 mai à Rodez sur thème « Habitions l'Alliance, en Christ ».

Le samedi 13 mai, des séances de travail se tiendront toute la journée à l'accueil Saint Joseph (9 Rue Jean XXIII, 12000 Rodez). Les rapports des commissions et des coordinations seront présentés ainsi que des points d'étapes concernant les

groupes de travail (communication, violences, accompagnement des pasteurs et stratégie d'implantation) mis en place depuis septembre 2022 ainsi qu'un premier bilan des partenariats missionnaires.

Le culte synodal aura lieu le dimanche 14 mai à 10h30 au Temple (32 Rte de Sévérac, 12850 Onet-le-Château) et sera présidé par le pasteur Vivian Bénézet. Les témoignages des aumôniers y seront entendus, et la consécration du pasteur Charles Berger ainsi que la reconnaissance de ministère du pasteur Fabio Genovez auront lieu.

Synode national 2023 de l'EPUdF

Le Défap sera présent au prochain Synode national de l'Église protestante unie de France, qui se tiendra du 18 au 21 mai 2023 en région parisienne, à Noisy-le-Grand, à l'invitation de cette paroisse de l'Inspection luthérienne de Paris.



Le synode national 2021 de l'EPuDF à Sète © Défap

Ce Synode national sera l'occasion pour les délégués de découvrir une église inaugurée il y a peu, à l'architecture inspirante, bel écrin pour fêter les 10 ans de l'Église protestante unie et les 50 ans de la Concorde de Leuvenberg.

Le processus synodal initié en 2021 : *Mission de l'Église et ministères* a permis au précédent synode de discerner une vision globale et ses grandes orientations. Pour cette session pendant que les Églises locales et les paroisses travaillent sur ces documents, le Conseil national a souhaité que les délégués puissent prendre connaissance d'initiatives et de projets vécus en France ou chez nos Églises-sœurs. « **Expériences-Espérance** », tel est le titre de ce synode 2023.

Pour y parvenir, le Conseil national a retenu quatre thématiques principales, sur lesquelles les rapporteurs nationaux ont travaillé en équipes élargies avec des personnes ressources : l'Église universelle, la formation pour tous & ministères, le témoignage (évangélisation & diaconie), le

renouvellement institutionnel.

Le modérateur du synode sera le pasteur David Mitrani et le travail théologique sera conduit par le Professeur Fritz Lienhard.

Un temps festif de reconnaissance à l'occasion des 10 ans de l'EPUdF

La soirée du samedi 20 mai sera un temps festif de reconnaissance à l'occasion des dix ans de la création de l'Église protestante unie de France. Cette union atteste de la communion entre les luthériens et les réformés, avec en particulier des témoignages vidéo des pasteurs Laurent Schlumberger, qui présidait l'Église réformée de France et devint le premier président de l'Église protestante unie de France à partir de 2013, et Joël Dautheville, actuel président du Défap et qui présidait l'Église évangélique luthérienne de France au moment de l'union. La participation des invités des Églises européennes rappellera combien la signature de la Concorde de Leuenberg a été une étape décisive en 1973.

Le culte synodal sera célébré le dimanche 21 mai à 11h à l'église de la Rédemption, 16 rue Chauchat, Paris 9ème et diffusé en direct sur [la chaîne YouTube de l'EPUdF](#).

Pasteurs venus d'ailleurs : « On ne cesse jamais de grandir »

La deuxième session destinée à accueillir les pasteurs venus d'autres pays et d'autres contextes culturels, organisée au Défap à la demande de trois Églises protestantes de France et de Belgique, s'est déroulée du 23 au 25 janvier à Paris. Objectif : faire le point et partager les expériences, trois mois après la première session ; et permettre aux uns et aux autres, non pas de repartir avec des réponses toutes faites à tous les problèmes, mais de se doter d'une « boîte à outils ».



Les participants prennent place pour la deuxième session d'accueil des « pasteurs venus d'ailleurs », le 23 janvier 2023 au Défap © Défap

Ils sont venus de Pologne, du Congo, d'Haïti, de Finlande, des États-Unis, du Bénin, du Cameroun... Ils sont désormais pasteurs ou suffragants dans des paroisses françaises ou belges, au sein de l'Église protestante unie de France (EPUdF), de

l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), de l'Église protestante unie de Belgique (EPUB)... Tous ayant, en dépit de leurs origines multiples et de la diversité de leur parcours, un défi commun : celui d'exercer un ministère pastoral dans un contexte culturel nouveau pour eux, et dans une société dont ils ne maîtrisent pas forcément tous les codes. Après la première session d'accueil des « pasteurs venus d'ailleurs » organisée en octobre au Défap, la deuxième session s'est déroulée du lundi 23 au mercredi 25 janvier. Les participants étaient les mêmes, mais trois mois après, les objectifs différaient quelque peu. Il ne s'agissait plus seulement de donner des repères sur la société, sur la législation, sur l'Église d'accueil et sur les modes de vie. Il s'agissait de revenir sur ces trois mois vécus en paroisse et de « débriefier » ; d'évoquer les rencontres, surprises et découvertes des uns et des autres, et de donner des éléments plus poussés d'interculturalité.

Surprises et découvertes qui n'ont pas manqué, comme on pouvait le deviner dès l'ouverture de cette deuxième session, le lundi à la mi-journée : « On ne cesse jamais de grandir, on ne cesse jamais d'apprendre », notait ainsi l'un des participants en se présentant au groupe. Pour un autre, « on est toujours en chemin ». Un troisième, venu d'Afrique de l'Ouest et actuellement dans une paroisse du centre de la France, évoquait son premier « baptême de neige ». Pour Laura Casorio, l'une des animatrices de cette session d'accueil de pasteurs, « faire le point » sur tout le vécu et les expériences des uns et des autres depuis octobre était bien « le fil rouge de cette session ». Le but étant, au-delà, à l'issue de ces trois nouvelles journées, de « les outiller » pour leur permettre, non d'accumuler des réponses standardisées et toutes faites à chaque situation, mais de trouver leurs propres solutions. Elle-même originaire d'Italie, ayant vécu de nombreuses années en France avant de travailler en Suisse, où elle est désormais, à sa grande surprise, assimilée à une Française, ne manquait pas de

souligner : « On a tous des parcours riches ; on a tous des attentes, des expériences, des anecdotes, des échecs, des fiertés. On va partager des clés de lecture, pour que chacun puisse rentrer chez soi avec sa boîte à outils ».



*Vue de la première journée la deuxième session d'accueil des
« pasteurs venus d'ailleurs » © Défap*

Parmi les principaux sujets pouvant générer malentendus ou frictions, les premiers à ressortir, lors de travaux de groupes, ont été ceux de la place du religieux dans la société, et de l'équilibre entre vie personnelle et rôle pastoral. Des thématiques qui peuvent entraîner des incompréhensions, non seulement pour des pasteurs venus d'autres continents comme l'Afrique, mais aussi entre ministres et paroisses de pays pourtant géographiquement beaucoup plus proches : « On s'est aperçu qu'on ne faisait pas toujours assez attention à des différences culturelles entre

pays voisins (comme entre la France et la Suisse), alors qu'elles peuvent parfois porter sur des questions assez fondamentales », notait ainsi en marge de la session Vincent Nême-Peyron, président de la Commission des ministères, « commission d'embauche » des futurs ministres de l'EPUdF.

Retrouvez ci-dessous l'émission de radio diffusée sur Fréquence protestante et présentant la première de ces sessions d'accueil :

Une première session pour accueillir les pasteurs d'origine étrangère, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 octobre 2022 sur Fréquence Protestante

La Commission des ministères a d'ailleurs pris depuis plusieurs années toute la mesure des changements induits par les évolutions de la société sur le profil des pasteurs. Au point de se poser, non seulement la question de l'accueil de pasteurs issus d'autres Églises et d'autres contextes culturels, mais aussi celle des manières de témoigner dans une société de plus en plus multiculturelle : « Les pasteurs issus de notre Église vont être eux-mêmes confrontés à des personnes qui viennent d'ailleurs. Témoigner de l'Évangile dans la société française en 2040 ? Ce sera forcément dans une société très multiculturelle et très multireligieuse », soulignait ainsi Vincent Nême-Peyron un an avant l'organisation de ces sessions d'accueil dans Échanges, mensuel de l'Église protestante unie de France de la région Provence-Côte d'Azur-Corse. Prise de conscience similaire au sein de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), autre Église membre du Défap ; et également, plus au nord, au sein de l'Église protestante unie de Belgique (EPUB). C'est de cette préoccupation commune qu'est née la demande, exprimée au Défap par ces trois Églises, d'une série de sessions

permettant d'accueillir des ministres ou suffragants venant de l'étranger.

Accompagner les migrants subsahariens au Maroc

Pour de nombreux migrants subsahariens cherchant à gagner l'Europe, le Maroc est une étape qui, bien souvent, s'éternise, du fait du durcissement des politiques d'accueil européennes. Depuis des années, l'Église évangélique au Maroc les accompagne, à travers notamment l'action du Comité d'Entraide Internationale. L'aide financière de divers partenaires internationaux, dont le Défap, a permis de distribuer à ces migrants une aide multiforme au cours des dernières années. Le but étant désormais d'étendre ce soutien à la Tunisie, qui connaît des problématiques similaires.



Un exemple de la précarité des migrants : à la mi-décembre 2018, un camp prend feu près de la gare routière de Casablanca-Ouled Ziane © CEI

L'Église évangélique au Maroc accueille des migrants originaires pour la plupart d'Afrique subsaharienne. Qu'ils soient étudiants ou en transit au Maroc dans l'espoir de gagner l'Europe, ils ont un point commun : leur précarité, qui s'est accentuée avec la pandémie de Covid-19.

Si l'on regarde du côté des migrants, l'histoire de ces hommes, femmes et enfants qui peuplent les villages précaires et les camps comme celui de Fès, où travaille notamment le Comité d'Entraide Internationale (CEI), bras diaconal de l'Église évangélique au Maroc (EEAM), est à chaque fois unique, mais toujours mouvementée. Répartis en quartiers selon les pays d'origine, c'est une petite Afrique qui s'y est reconstituée, faisant cohabiter les nationalités : Nigériens, Ivoiriens, Camerounais, Gambiens, Érythréens... Si l'on regarde du côté des étudiants, ils seraient aujourd'hui près de 8000 jeunes Subsahariens à poursuivre des études au Maroc. Une partie sont soutenus par l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI). Mais le reste dépend essentiellement de

l'aide des tuteurs et/ou de la famille, condamnant souvent ces étudiants à la plus grande précarité.

Le Maroc, de pays de transit à pays d'accueil

Traditionnellement pays de transit pour les migrants subsahariens qui désirent se rendre en Europe, le Maroc s'est mué depuis quelques années en pays d'accueil. En cause, notamment : le durcissement des politiques européennes. Nombre d'entre eux se retrouvent donc à rester plus longtemps que prévu au Maroc. Quitte à s'y installer définitivement. Selon une enquête réalisée par une instance marocaine, le Haut-Commissariat au Plan (HCP), au cours du premier trimestre 2021, 53,7% des migrants déclarent vouloir finalement rester dans le royaume.

Le Maroc a ainsi lancé de vastes campagnes de régularisation des sans-papiers, décidées dans le cadre de la Stratégie nationale d'immigration et d'asile adoptée en 2013. La dernière de ces campagnes en date remonte à fin 2021. Mais franchir l'étape de la régularisation ne marque pas pour autant la fin des tracasseries administratives. Et pour les migrants, accéder à l'emploi reste un horizon souvent inaccessible. D'après l'enquête du Haut-Commissariat au Plan, 48% seulement exerçaient une activité professionnelle en 2021, plus de 27% étant au chômage. Mais entretemps est venu le Covid-19, et neuf migrants sur dix qui avaient un emploi avant la pandémie l'ont perdu.

Pour leur venir en aide, le CEI et l'EEAM ont le soutien de nombreux partenaires internationaux : le Défap, mais aussi des communautés baptistes américaines, l'Église évangélique en Rhénanie (EKiR) ou encore l'Église vaudoise d'Italie à travers le « Huit-pour-mille » (« Otto-permille »)- un dispositif fiscal typiquement italien qui permet aux contribuables de financer directement les Églises notamment en vue d'actions de solidarité. Grâce à cette mobilisation, les migrants ont pu bénéficier d'une aide multiforme, entre mai 2019 et décembre

2021 : aide d'urgence (alimentaire, médicale, vestimentaire, au logement), accompagnement des femmes et enfants, régularisation, bourses d'études. L'objectif aujourd'hui est de poursuivre cette action au Maroc et de capitaliser ce qui a été fait pour l'appliquer en Tunisie. En effet, l'Eglise réformée de Tunis est peu outillée pour répondre aux problématiques migratoires auxquelles elle est confrontée.

Pasteurs venus d'ailleurs : en route pour la deuxième session au Défap

La première session destinée à accueillir les pasteurs venus d'autres pays et d'autres contextes culturels avait eu lieu du 10 au 12 octobre au Défap. La deuxième session, destinée à partager les premières expériences de ces nouveaux ministres ou suffragants, et à favoriser une prise de recul, est prévue du 23 au 25 janvier. Une manière d'aider les nouveaux arrivants à « prendre leurs marques » au sein des Églises ; ces sessions d'accueil ont été organisées par le Défap à la demande de l'EPUdF, de l'UEPAL et de l'EPUB.



*Culte de reconnaissance du ministère pastoral-ordination
d'Aymar Nkangou, le 13 septembre 2020 à Montbéliard © Défap*

Ils seront une quinzaine, le lundi 23 janvier, à se retrouver au Défap à partir de midi : une quinzaine de pasteurs venus d'autres pays et d'autres Églises, et actuellement en France où ils ont déjà eu l'occasion de découvrir des contextes sociaux ou culturels parfois très nouveaux pour eux. Jusqu'au 25, ils pourront ainsi « débriefier » sur ces premiers mois passés en France. Objectifs affichés de cette deuxième session d'accueil : favoriser une prise de recul par le partage ; donner des éléments d'interculturalité ; et renforcer les acquis de la première rencontre, celle qui avait eu lieu en octobre dernier.

La première session visait surtout à donner des repères légaux et sociétaux ; améliorer la connaissance des Églises ; donner des informations déontologiques et financières ; mais aussi mettre en réseau les ministres nouvellement arrivés, leur proposer des personnes ressources. Elle combinait des modules généraux présentant les diverses Églises dans lesquelles les nouveaux arrivants sont amenés à devenir pasteurs, ou destinés à leur donner des repères sociétaux, culturels et sur les

styles de vie ou sur des questions clés comme celle de la laïcité, avec des témoignages de pasteurs étrangers déjà présents depuis plusieurs années en France. Un autre module s'attachait à questionner les stéréotypes sur les pays d'origine ou d'accueil des nouveaux arrivants. Pour cette session de janvier, les questions interculturelles rempliront une bonne partie des trois jours.

Retrouvez ci-dessous l'émission de radio diffusée sur Fréquence protestante et présentant la première de ces sessions d'accueil :

**Une première session pour
accueillir les pasteurs d'origine
étrangère, émission présentée par
Marion Rouillard**

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 octobre 2022 sur Fréquence Protestante

C'est à la demande de trois Églises protestantes – l'Église protestante unie de France (EPUdF), l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), et l'Église protestante unie de Belgique (EPUB) – que ces sessions d'accueil ont été organisées par le Défap. Elles sont le reflet d'une évolution qui touche aujourd'hui toutes les sociétés européennes, et auxquelles les Églises elles-mêmes participent. Car cette dimension multiculturelle née de la mondialisation, les Églises la vivent déjà au quotidien, à travers leurs paroissiens et à travers leurs pasteurs. Et les paroisses situées dans les lieux les plus densément urbanisés sont loin d'être seules concernées : aujourd'hui, même les villes moyennes ou les paroisses en zones rurales ont aussi des paroissiens aux multiples origines, comme en témoignait récemment [Joël Dahan](#), pasteur de l'EPUdF dans le Bergeracois. La question des relations interculturelles au sein des Églises

est un aspect sur lequel le Défap travaille depuis des années – en relation avec diverses Églises et des programmes de formation comme celui de la CPLR (le programme de la formation permanente des pasteurs de la Communion Protestante Luthéro-Réformée). Quant aux pasteurs, si l'on prend l'exemple de l'Église Protestante Unie de France (EPUdF), l'une des trois Églises fondatrices du Défap, les ministres d'origine étrangère y représentent une proportion croissante : ils étaient ainsi 22,6% selon les chiffres de 2015, les pasteurs originaires d'Afrique étant le deuxième contingent le plus important. Et parmi ces pasteurs venus d'Afrique, bon nombre étaient passés par le Défap.



Un aperçu de la première session de formation interculturelle organisée par le Défap pour des pasteurs arrivant de l'étranger © Défap

Voilà pourquoi la Commission des ministères, « commission d'embauche » des futurs ministres de l'EPUdF, a pris depuis plusieurs années toute la mesure des changements induits par les évolutions de la société sur le profil des pasteurs. Cas

similaires au sein de l'UEPAL, autre Église membre du Défap, et, plus au nord, au sein de l'EPUB. C'est de cette préoccupation commune qu'est née la demande, exprimée au Défap par ces trois Églises, d'une série de sessions permettant d'accueillir des ministres ou suffragants venant de l'étranger. Avec l'idée d'en faire des temps d'échange et de rencontre, mais aussi de donner à ces futurs pasteurs des clés de lecture, des repères et des ressources.

L'Institut protestant de théologie célèbre ses 50 ans

À l'occasion de ses 50 ans et après le symposium « Faire de la théologie aujourd'hui » des 8-11 juin 2022, l'Institut a souhaité organiser un temps de témoignage, de rencontres et de convivialité pour se souvenir des débuts, vivre pleinement le présent et ouvrir des pistes pour l'avenir. Rendez-vous le mercredi 30 novembre 2022 à partir de 16h30 au 83 boulevard Arago, 75014 Paris.



Vue de l'Institut protestant de théologie, côté cour © IPT

À la suite du mouvement de protestation des étudiants de mai 1968, l'enseignement en France est profondément remanié. Les études de théologie n'échappent pas à cette réforme, demandée notamment par l'Église Réformée de France.

Après discussion dans les synodes réformé et luthérien, l'Institut protestant de théologie est officiellement créé en 1972 à partir de la réunion de la Faculté libre de théologie de Paris et de la Faculté libre de théologie de Montpellier. Si les deux Facultés conservent une relative autonomie, un seul Conseil d'administration est responsable de l'ensemble.

À l'occasion de ses 50 ans et après le symposium « Faire de la théologie aujourd'hui » des 8-11 juin 2022, l'Institut a souhaité organiser un temps de témoignage, de rencontres et de convivialité pour se souvenir des débuts, vivre pleinement le présent et ouvrir des pistes pour l'avenir !

Rendez-vous le mercredi 30 novembre 2022 à partir de 16h30 au 83 boulevard Arago, 75014 Paris. Retrouvez ci-dessous le programme des célébrations :



Ouverture

16h30 : *Prélude musical suivi d'un accueil par M. Gilles Teulié, actuel président de l'Institut protestant de théologie*
« Révolution étudiante, fondation et débuts de l'Institut protestant de théologie »

Première partie

- **16h40 – 17h10 : *Allocution de M. Bernard Picinbono***, ancien président de la commission d'animation des études de théologie de l'Église réformée de France : « La fondation de l'IPT en 1972 »
- **17h10 – 17h25 : *Témoignage de M. André Gounelle***, professeur honoraire de la Faculté de Montpellier (vidéo)
- **17h25 – 17 h 40 : *Témoignage de M. Gérard Delteil***, professeur honoraire de la Faculté de Montpellier (vidéo)
- **17h40 – 17h50 : respiration musicale**

Deuxième partie

« Évolution étudiante et mutations de l'Institut protestant de théologie »

- **17h50 – 18h10** : *Témoignage de Mme Françoise Smyth*, professeure honoraire de la Faculté de Paris (vidéo)
- **18h10 – 18h30** : *Témoignage de M. Laurent Gagnebin*, professeur honoraire de la Faculté de Paris
- **18h30 – 18h35** : respiration musicale

Troisième partie

Échanges et conclusion

- **18h35 – 19h15** : réactions du public. *Animation par M. André Encrevé*, professeur honoraire de l'Université Paris-Est Créteil
- **19h15 – 19h20** : respiration musicale
- **19h20 – 19h30** : *conclusion par Mme Emmanuelle Seyboldt*, présidente du Conseil National de l'Église Protestante Unie de France